

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4267

[2007/203228]

4 OCTOBRE 2007. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001
relatif au marché régional de l'électricité (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité est remplacé comme suit :

"Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement les Directives 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité, 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE, et 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE."

Art. 2. A l'article 2 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. il est inséré un 2^o*bis*, rédigé comme suit :

"2^o*bis* "cogénération" : la production simultanée, dans un seul processus, d'énergie thermique et électrique et/ou mécanique;"

2. il est inséré un 3^o*bis*, rédigé comme suit :

"3^o*bis* "cogénération à haut rendement" : cogénération satisfaisant aux critères définis à l'annexe III de la Directive 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE.

Le Gouvernement est chargé de procéder à la transposition de cette annexe;"

3. au 4^o, les mots "le biogaz, les produits et déchets organiques de l'agriculture et de l'arboriculture forestière et la fraction organique biodégradable des déchets" sont remplacés par les mots "et la biomasse" et les mots "la fission nucléaire" sont remplacés par les mots "les matières fissiles";

4. il est inséré un 4^o*bis*, rédigé comme suit :

"4^o*bis* "biomasse" : matière renouvelable (sous forme solide, liquide ou gazeuse) issue de la fraction biodégradable des produits, déchets et résidus provenant de l'agriculture (comprenant les substances végétales et animales), de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que de la fraction biodégradable des déchets industriels et ménagers;"

5. au 5^o, les mots "l'électricité produite à partir d'installations hydroélectriques ou de cogénération de qualité est limitée à une puissance inférieure à 20 mégawatts (MW)" sont supprimés;

6. le 6^o est complété par les mots "et destiné, via les obligations imposées aux fournisseurs et gestionnaires de réseau, à soutenir le développement d'installations de production d'électricité verte";

7. il est inséré un 6^o*bis* et un 6^o*ter*, rédigés comme suit :

"6^o*bis* "certificat de garantie d'origine" : certificat délivré à un site de production attestant que les quantités d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération par ce site pourront clairement être identifiées et mesurées et que cette électricité pourra être, le cas échéant, qualifiée et vendue sous le label "d'électricité garantie d'origine renouvelable et/ou de cogénération à haut rendement";

6^o*ter* "label de garantie d'origine" : label qui atteste la quantité d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables au sens de l'article 2, 4^o, ou de cogénération à haut rendement au sens de l'article 2, 3^o*bis*;"

8. les 30^o et 34^o sont supprimés.

Art. 3. Le même article 2 est complété comme suit :

"36^o "unité de production" : ensemble de composants techniques élémentaires formant un groupe indivisible qui permet la production d'électricité à partir d'une ou plusieurs sources d'énergie;

37^o "site de production" : au sens des chapitres IX à X, lieu d'implantation d'une installation, constituée d'une ou plusieurs unité(s) de production d'électricité à partir d'une même filière de production d'électricité et d'une même méthode de production d'électricité;

38^o "installation hybride" : installation qui produit de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de sources d'énergie classiques telle que visée à l'article 2, c., de la Directive 2001/77/CE;

39^o "Directive 2001/77/CE" : la Directive du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité;

40^o "Directive 2004/8/CE" : la Directive du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE;

41^o "Directive 2003/54/CE" : la Directive du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE;

42^o "Administration" : la Division de l'Énergie de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Énergie du Ministère de la Région wallonne."

Art. 4. A l'article 30, § 3, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 1^{er}, 2^o, troisième tiret, les mots "Cela comprend notamment la possibilité pour un client final d'être son propre fournisseur" sont supprimés;

2. un quatrième tiret est inséré à l'alinéa 1^{er}, 2^o, rédigé comme suit :

"— en vue d'assurer sa propre fourniture. Sont soumis à l'octroi de cette licence, l'autoprodacteur qui utilise les réseaux de transport, de transport local et/ou de distribution en vue d'alimenter en électricité d'autres sièges ou établissements situés en Région wallonne, ainsi que le client qui s'alimente lui-même en électricité, notamment auprès d'une bourse;"

3. un nouvel alinéa est ajouté, *in fine*, rédigé comme suit :

"Le Gouvernement peut exonérer les titulaires de licence limitée de fourniture de certains de ces critères d'octroi."

Art. 5. A l'article 34 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. au 1^o, *littera c.*, les mots "l'obligation d'achat de la quantité minimale d'électricité verte" sont remplacés par les mots "la présentation à la CWaPE de la quantité annuelle minimale de certificats verts";

2. le 1^o est complété par un *littera g.* rédigé comme suit :

"g. en matière de protection de l'environnement, l'obligation pour les gestionnaires de réseau de distribution d'acheter, au prix du marché et dans les limites de leurs besoins propres, l'électricité verte produite par des installations établies sur leur territoire et que les producteurs d'électricité verte ne parviennent pas à vendre;"

3. au 2^o, *littera b.*, les mots "l'obligation d'achat de la quantité minimale déterminée d'électricité verte" sont remplacés par les mots "la présentation à la CWaPE d'une quantité annuelle minimale de certificats verts";

4. le 2^o est complété par un *littera e.* rédigé comme suit :

"e. en matière de protection de l'environnement, l'obligation d'acheter, au prix du marché et dans les limites des besoins de leurs clients, le solde de l'électricité verte produite par des installations établies en Région wallonne et que les producteurs d'électricité verte ne sont pas parvenus à vendre, y compris au gestionnaire du réseau de distribution";

5. sont ajoutés un 3^o et un 4^o rédigés comme suit :

3^o sans préjudice du 1^o, au gestionnaire du réseau de transport local, l'octroi de l'aide à la production d'électricité verte, sous la forme d'une obligation d'achat de certificats verts à un prix fixé par le Gouvernement;

4^o par dérogation au 2^o, aux détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture tels que visés par l'article 30, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, quatrième tiret, la présentation à la CWaPE de la quantité annuelle minimale de certificats verts."

Art. 6. L'intitulé du chapitre IX du même décret est remplacé comme suit :

"Chapitre IX. - Certification des sites de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération".

Art. 7. L'article 36 du même décret est remplacé comme suit :

"Art. 36. Pour se voir octroyer des certificats verts et/ou des labels de garantie d'origine, le producteur d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération doit obtenir pour son site de production un certificat de garantie d'origine délivré par un organisme de contrôle agréé. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine les conditions d'agrément des organismes de contrôle.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement définit les mentions qui doivent figurer dans le certificat de garantie d'origine, ainsi que les critères et la procédure d'octroi, de révision et de retrait du certificat de garantie d'origine. Ces critères portent notamment sur la capacité de contrôler la quantité d'électricité réellement produite.

Les installations de faible puissance peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine le seuil de puissance sous lequel la procédure simplifiée est applicable."

Art. 8. Un chapitre *IXbis* nouveau, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

"Chapitre *IXbis*. - Labellisation de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération à haut rendement".

Art. 9. Un article *36bis*, libellé comme suit, est inséré dans le même décret :

"Art. 36 *bis*. Pour faciliter l'identification de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable et/ou de cogénération à haut rendement, le Gouvernement met en place un système de label de garantie d'origine conformément à l'article 5 de la Directive 2001/77/CE et à l'article 5 de la Directive 2004/8/CE."

Art. 10. Un article *36ter*, libellé comme suit, est inséré dans le même décret :

"Art. 36 *ter*. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine les conditions d'attribution et fixe les modalités et la procédure d'octroi du label de garantie d'origine à l'électricité produite en Région wallonne à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération à haut rendement.

Un label de garantie d'origine est attribué par MWh produit. Les labels de garantie d'origine sont octroyés pour l'électricité vendue par le producteur ainsi que pour l'électricité autoconsommée ou injectée sur le réseau et qui ne fait pas l'objet d'une vente.

La CWaPE attribue les labels de garantie d'origine aux producteurs d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération à haut rendement. Ces labels sont transmissibles."

Art. 11. Un article *36quater*, libellé comme suit, est inséré dans le même décret :

"Art. 36 *quater*. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement fixe les modalités d'utilisation des labels de garantie d'origine à présenter par les fournisseurs, les gestionnaires de réseau et les détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture, en vue d'établir le bilan des différentes sources d'énergie primaire utilisées par ces derniers.

Le Gouvernement définit, après avis de la CWaPE, les conditions auxquelles les labels de garantie d'origine produits en dehors de la Région wallonne peuvent y être reconnus en cette qualité."

Art. 12. L'article 37 du même décret est remplacé comme suit :

"Art. 37. Pour encourager le développement de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération de qualité, le Gouvernement met en place un système de certificats verts."

Art. 13. L'article 38 du même décret est remplacé comme suit :

"Art. 38. § 1^{er}. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine les conditions d'attribution et fixe les modalités et la procédure d'octroi des certificats verts attribués à l'électricité verte produite en Région wallonne dans le respect des dispositions suivantes.

§ 2. Un certificat vert sera attribué pour un nombre de kWh produits correspondant à 1 MWh divisé par le taux d'économie de dioxyde de carbone.

Le taux d'économie de dioxyde de carbone est déterminé en divisant le gain en dioxyde de carbone réalisé par la filière envisagée par les émissions de dioxyde de carbone de la filière électrique classique dont les émissions sont définies et publiées annuellement par la CWaPE. Ce taux d'économie de dioxyde de carbone est limité à 1 pour la production générée par installation au-delà de la puissance de 5 MW. En dessous de ce seuil, il est plafonné à 2.

§ 3. Toutefois, lorsqu'une installation valorisant principalement de la biomasse à l'exception du bois, issue d'activités industrielles développées sur le lieu de l'installation de production, met en œuvre un processus particulièrement innovant et s'inscrit dans une perspective de développement durable, le Gouvernement peut, après avis de la CWaPE sur le caractère particulièrement innovant du processus utilisé, décider de limiter à 2 le taux d'économie de dioxyde de carbone pour l'ensemble de la production de l'installation résultant de la somme des puissances développées sur le même site de production, dans une limite inférieure à 20 MW.

§ 4. Les émissions de dioxyde de carbone envisagées aux paragraphes 2 et 3 sont celles produites par l'ensemble du cycle de production de l'électricité verte, englobant la production et le transport du combustible, les émissions lors de la combustion éventuelle et, le cas échéant, le traitement des déchets. Dans une installation hybride, il est tenu compte de l'ensemble des émissions de l'installation.

Les différents coefficients d'émission de dioxyde de carbone de chaque filière considérée sont approuvés par la CWaPE.

§ 5. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut diminuer le nombre de certificats verts octroyés conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 en fonction de l'âge de l'installation de production d'électricité verte, de sa rentabilité et de la filière de production.

§ 6. Par dérogation au paragraphe 2, le Gouvernement peut, après avis de la CWaPE, appliquer un coefficient multiplicateur, le cas échéant dégressif en fonction du temps, au nombre de certificats verts octroyés conformément aux paragraphes 1^{er} et 2 pour l'électricité produite à partir de panneaux solaires photovoltaïques, selon les modalités qu'il détermine.

§ 7. La CWaPE attribue les certificats verts aux producteurs d'électricité verte. Ces certificats sont transmissibles.

§ 8. En ce qui concerne les installations de production hydroélectriques, de cogénération de qualité ou de production d'électricité à partir de biomasse, les certificats verts sont attribués à l'électricité produite par ces installations jusqu'à une puissance électrique de 20 MW."

Art. 14. L'article 39 du même décret est remplacé comme suit :

"Art. 39. § 1^{er}. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement fixe la quantité minimale et les caractéristiques des certificats verts qui doivent être remis à la CWaPE par les gestionnaires de réseau, les fournisseurs et les détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture.

Le Gouvernement peut moduler la quantité minimale visée à l'alinéa 1^{er} en fonction du niveau de consommation et de l'importance du coût du mécanisme de certificats verts dans les coûts de production des clients finals et moyennant un engagement pris par ces derniers en matière d'économie d'énergie. Cette modulation bénéficie directement aux clients en question.

Les conditions et modalités selon lesquelles les certificats similaires octroyés aux producteurs d'électricité produite dans les autres Régions de la Belgique, dans les zones visées à l'article 6 de la loi, ou à l'étranger, peuvent être comptabilisés dans le quota mentionné à l'alinéa 1^{er}, sont déterminées par le Gouvernement, après avis de la CWaPE.

§ 2. A défaut de remettre un nombre suffisant de certificats verts à la CWaPE, les gestionnaires de réseau, les fournisseurs et les détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture sont tenus de payer, par certificat vert manquant, une amende administrative dont le montant est déterminé par le Gouvernement.

Préalablement à l'application de l'amende administrative, la CWaPE établit une proposition de décision indiquant tous les éléments de calcul de son montant et la notifie à l'intéressé par les moyens fixés par le Gouvernement.

Celui-ci dispose de quinze jours ouvrables, à dater de la réception de la notification, pour faire valoir ses observations, qu'il adresse le cas échéant par les moyens fixés par le Gouvernement."

Art. 15. L'article 40 du même décret est remplacé comme suit :

"Art. 40. Le gestionnaire du réseau de transport local a, durant une période maximale de cent quatre-vingts mois à dater du mois suivant la mise en service de l'installation concernée, une obligation d'acheter, à un prix fixé par le Gouvernement, les certificats verts octroyés aux producteurs d'électricité verte produite en Wallonie. Cette aide à la production, sous la forme d'obligation d'achat, ne s'applique que pour le producteur qui en a obtenu le bénéfice en vertu d'une décision du Gouvernement, après avis de la CWaPE sur la nécessité d'un tel mécanisme de garantie, au regard de la rentabilité du projet.

Les certificats verts détenus par le gestionnaire du réseau de transport local sont supprimés de la banque de données tenue par la CWaPE en application de l'article 43, § 2, 20^o.

Après avis de la CWaPE, le Gouvernement détermine les modalités de cette obligation."

Art. 16. A l'article 41 du même décret, les mots "Nonobstant l'article 40, § 3," sont supprimés.

Art. 17. L'article 42 du même décret est abrogé.

Art. 18. L'article 43, § 2, alinéa 2, du même décret est complété comme suit :

"20° tient une banque de données dans laquelle sont enregistrés les renseignements relatifs aux certificats de garantie d'origine des unités de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération, ainsi qu'aux labels de garantie d'origine et aux certificats verts octroyés à ces unités de production; moyennant l'approbation du Gouvernement, la CWaPE peut déléguer la gestion de cette banque de données; le Gouvernement détermine le contenu de la banque de données, après avis de la CWaPE."

Art. 19. L'article 53, § 2, du même décret est abrogé.

Art. 20. S'agissant des installations de biomasse, la limitation visée à l'article 38, § 8, du même décret ne s'applique qu'aux installations reconnues comme produisant de l'électricité verte après la publication au *Moniteur belge* du présent décret.

Une installation est reconnue comme produisant de l'électricité verte au sens du présent article à dater de l'octroi du certificat de garantie d'origine visé à l'article 36.

Art. 21. Les conventions conclues en application de l'article 40 du même décret, tel qu'il existait avant l'entrée en vigueur du présent décret, et qui sont relatives à l'aide à la production octroyée à l'électricité verte, restent soumises aux dispositions applicables au moment de leur signature. A l'échéance des conventions dont la durée prévue est de cent vingt mois, le gestionnaire du réseau de transport local est tenu d'acheter les certificats verts attribués aux producteurs d'électricité verte pendant une période maximale de soixante mois, et moyennant avis de la CWaPE sur la nécessité d'un tel mécanisme au regard de la rentabilité du projet. Le Gouvernement détermine les modalités de cette obligation d'achat.

Les producteurs d'électricité verte qui ont introduit une demande d'aide à la production pour laquelle la CWaPE a remis un avis favorable, mais dont la convention prévue par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2003 relatif à l'aide à la production octroyée à l'électricité verte n'est pas encore conclue, conservent le bénéfice de l'avis de la CWaPE. Leur dossier est automatiquement soumis au Gouvernement, qui se prononce sur la possibilité, pour ces producteurs, de bénéficier de la garantie d'achat des certificats verts par le gestionnaire du réseau de transport local.

Art. 22. L'obligation de présentation à la CWaPE des certificats verts ne s'applique aux détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'alimenter en électricité d'autres sièges ou établissements situés en Région wallonne qu'en ce qui concerne les unités de production mises en service ou sur lesquelles les détenteurs de cette licence ont acquis les droits nécessaires en vue de leur utilisation après l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 23. L'article 37, 6°, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz est remplacé comme suit :

"6° aide à la production d'électricité verte en vertu de conventions d'aide en vigueur ou en application de l'article 41 du décret électricité, et aide à la production de gaz issus de renouvelables;"

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 octobre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

L Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon 639 (2006-2007) n°s 1 à 5.

Compte rendu intégral. Séance publique du 3 octobre 2007.

Discussion. — Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4267

[2007/203228]

**4. OKTOBER 2007 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001
bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird durch das Folgende ersetzt:

„Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird die Umsetzung der Richtlinien 2001/77/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. September 2001 zur Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen im Elektrizitätsbinnenmarkt, der Richtlinie 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/92/EG sowie der Richtlinie 2004/8/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft/Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 92/42/EG teilweise gewährleistet.“

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1. ein Punkt 2^obis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„2^obis „Kraft/Wärme-Kopplung“: die gleichzeitige, in einem einzigen Verfahren stattfindende Erzeugung von thermischer und elektrischer und/oder mechanischer Energie;“;

2. ein Punkt 3^obis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

3^obis „hocheffiziente Kraft/Wärme-Kopplung“: Kraft/Wärmekopplung, die den Kriterien genügt, die im Anhang III zur Richtlinie 2004/8/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft/Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 94/42/EG festgelegt sind;

Die Regierung wird damit beauftragt, die Umsetzung dieses Anhangs vorzunehmen;“;

3. unter 4^o werden der Wortlaut „Biogas, organische Erzeugnisse und Abfälle aus der Land- und Forstwirtschaft, sowie der biologisch abbaubare Anteil der Abfälle“ durch den Wortlaut „und die Biomasse“ und der Wortlaut „der Kernspaltung“ durch den Wortlaut „der spaltbaren Materialien“ ersetzt;

4. ein Punkt 4^obis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„4^obis „Biomasse“: in fester, flüssiger oder gasförmiger Form bestehender erneuerbarer Stoff, der aus dem biologisch abbaubaren Teil der Produkte, Abfälle und Rückständen stammt, die aus der Landwirtschaft (sowohl pflanzliche als auch tierische Stoffe), der Forstwirtschaft und den damit verbundenen Industrien sowie aus dem biologisch abbaubaren Teil der Industrie- und Haushaltsabfälle stammen;“;

5. unter 5^o wird der Wortlaut „der aus hydrologischen oder Kraft/Wärme-Kopplungsanlagen erzeugte Strom wird auf eine Leistung unter 20 Megawatt (MW) begrenzt.“ gestrichen;

6. Punkt 6^o wird um den folgenden Wortlaut ergänzt „und die dazu bestimmt ist, die Entwicklung von Anlagen zur Erzeugung von Grünstrom über die den Versorgern und Netzbetreibern auferlegten Verpflichtungen zu unterstützen;“;

7. ein Punkt 6^obis und ein Punkt 6^oter mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

„6^obis „Bescheinigung zur Herkunftsgarantie“: Bescheinigung, die einem Erzeugungsstandort ausgestellt wird und die angibt, dass die durch diesen Standort mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Mengen Grünstrom deutlich identifiziert und gemessen werden können und dass dieser Strom gegebenenfalls mit dem Gütezeichen „Strom mit garantierter Herkunft aus erneuerbaren Energieträgern und/oder aus der hocheffizienten Kraft/Wärme-Kopplung“ bezeichnet und verkauft werden kann;

6^oter „Gütezeichen zur Herkunftsgarantie“: Gütezeichen, durch das die Menge des mittels erneuerbarer Energiequellen im Sinne von Artikel 2, 4^o oder mittels hocheffizienter Kraft/Wärme-Kopplung im Sinne von Artikel 2, 3^obis erzeugten Stroms bescheinigt wird;“;

8. die Punkte 30^o und 34^o werden gestrichen.

Art. 3 - Derselbe Artikel 2 wird wie folgt ergänzt:

„36^o „Produktionseinheit“: Gefüge von technischen Grundbauteilen, die eine unteilbare Gruppe bilden, die die Erzeugung von Strom ab einer oder mehreren Energiequellen ermöglicht;

37^o „Erzeugungsstandort“: im Sinne der Kapitel IX bis X: Ort, an dem eine Anlage installiert ist, die aus einer oder mehreren Stromerzeugungseinheiten besteht, die Strom mittels desselben Energieerzeugungssystems und desselben Erzeugungsverfahrens erzeugt bzw. erzeugen;

38^o „Hybridanlage“: Anlage, die Strom mittels erneuerbarer Energiequellen und klassischer Energiequellen erzeugt, so wie in Artikel 2, c der Richtlinie 2001/77/EG erwähnt;

39^o „Richtlinie 2001/77/EG“: die Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. September 2001 zur Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen im Elektrizitätsbinnenmarkt;

40^o „Richtlinie 2004/8/EG“: die Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft/Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 94/42/EWG;

41^o „Richtlinie 2003/54/EG“: die Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/92/EG;

42^o „Verwaltung“: die Abteilung Energie der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie des Ministeriums der Wallonischen Region.“

Art. 4 - In Artikel 30, § 3 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1. in Absatz 1, 2°, dritter Strich wird der Wortlaut "Dies umfasst die Möglichkeit für einen Endverbraucher, sein eigener Versorger zu sein" gestrichen;

2. ein vierter Strich mit folgendem Wortlaut wird in Absatz 1, 2° eingefügt:

"— um seine eigene Versorgung zu sichern. Der Eigenerzeuger, der die Übertragungs-, lokalen Übertragungs- und Verteilernetze benutzt, um andere in der Wallonischen Region befindlichen Betriebsstätte oder Betriebe mit Strom zu versorgen, sowie der Kunde, der sich selbst mit Strom u.a. bei einer Börse versorgt, unterliegen der Gewährung dieser Lizenz;"

3. ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut wird am Ende eingefügt:

"Die Regierung kann die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz von bestimmten dieser Gewährungskriterien befreien."

Art. 5 - In Artikel 34 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1. unter 1°, Buchstabe *c* wird der Wortlaut "die Verpflichtung zum Kauf einer Mindestmenge Grünstroms" durch den Wortlaut "das Vorlegen der jährlichen Mindestmenge grüner Bescheinigungen bei der CWaPE" ersetzt;

2. Punkt 1° wird um einen Buchstaben *g* mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"g. in Sachen Umweltschutz die Verpflichtung für die Betreiber eines Versorgungsnetzes, den Grünstrom, der durch auf deren Gebiet installierte Anlagen erzeugt wird und den die Erzeuger von Grünstrom nicht verkaufen können, zum Preis des Marktes und in den Grenzen ihrer eigenen Bedürfnisse zu kaufen.";

3. unter 2°, Buchstabe *b* wird der Wortlaut "die Verpflichtung zum Kauf einer bestimmten Mindestmenge Grünstroms" durch den Wortlaut "das Vorlegen einer jährlichen Mindestmenge grüner Bescheinigungen bei der CWaPE" ersetzt;

4. Punkt 2° wird um einen Buchstaben *e* mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"e. in Sachen Umweltschutz die Verpflichtung, den Rest des Grünstroms, der durch in der Wallonischen Region installierte Anlagen erzeugt wird und den die Erzeuger von Grünstrom (auch dem Betreiber des Versorgungsnetzes) nicht verkaufen konnten, zum Preis des Marktes und in den Grenzen der Bedürfnisse ihrer Kunden zu kaufen."

5. ein Punkt 3° und ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

"3° unbeschadet des Punktes 1° dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die Gewährung der Beihilfe für die Erzeugung von Grünstrom in Form einer Verpflichtung zum Kauf von grünen Bescheinigungen zu einem durch die Regierung festgesetzten Preis;

4° in Abweichung von 2° den Inhabern einer begrenzten Versorgungslizenz, um ihre eigene Versorgung zu sichern, so wie sie in Artikel 30, § 3, Absatz 1, 2°, vierter Strich erwähnt werden, das Vorlegen der jährlichen Mindestmenge grüner Bescheinigungen bei der CWaPE."

Art. 6 - Die Überschrift von Kapitel IX desselben Dekrets wird durch Folgende ersetzt:

"Kapitel IX - Zertifizierung der Standorte zur Erzeugung von Strom mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft/Wärme-Kopplung".

Art. 7 - Artikel 36 desselben Dekrets wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 36 - Um grüne Bescheinigungen und/oder Gütezeichen zur Herkunftsgarantie zu erhalten, muss der Erzeuger von Strom mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft/Wärme-Kopplung eine durch eine zugelassene Kontrolleinrichtung ausgestellte Bescheinigung zur Herkunftsgarantie für seinen Erzeugungsstandort erhalten. Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung die Bedingungen für die Zulassung der Kontrolleinrichtungen.

Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung die Angaben, die in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie stehen müssen, sowie die Kriterien und das Verfahren der Gewährung, der Revision und des Entzugs der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie. Diese Kriterien betreffen insbesondere die Fähigkeit, die tatsächlich erzeugte Strommenge zu kontrollieren.

Anlagen mit einer kleineren Leistung können einem vereinfachten Verfahren unterworfen werden. Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung die Leistungsschwelle, unterhalb deren das vereinfachte Verfahren anwendbar ist."

Art. 8 - In denselben Erlass wird ein Kapitel *IXbis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Kapitel *IXbis* - Verleihung von Gütezeichen für den mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder hocheffizienter Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms."

Art. 9 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *36bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *36bis* - Um die Identifizierung des mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder hocheffizienter Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms zu erleichtern, richtet die Regierung ein System zur Verleihung eines Gütezeichens zur Herkunftsgarantie gemäß Artikel 5 der Richtlinie 2001/77/EG und Artikel 5 der Richtlinie 2004/8/EG ein."

Art. 10 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *36ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *36ter* - Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung die Bedingungen, die Modalitäten und das Verfahren für die Verleihung des Gütezeichens zur Herkunftsgarantie für den in der Wallonischen Region mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder hocheffizienter Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Strom.

Ein Gütezeichen zur Herkunftsgarantie wird für jede erzeugte MWh gewährt. Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden für den vom Erzeuger verkauften Strom sowie für den selbst verbrauchten oder in das Netz eingespeisten Strom, der nicht Gegenstand eines Verkaufs ist, gewährt.

Die CWaPE gewährt die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie den Erzeugern von Strom mittels erneuerbarer Energiequellen oder hocheffizienter Kraft/Wärme-Kopplung. Diese Gütezeichen sind übertragbar."

Art. 11 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel *36quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *36quater* - Nach Begutachtung durch die CWaPE setzt die Regierung die Modalitäten für die Verwendung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie fest, die die Versorger, die Netzbetreiber und die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Hinblick auf die Sicherung ihrer eigenen Versorgung vorzulegen haben, um die Bilanz der verschiedenen von den Letzteren verwendeten Primärenergiequellen aufzustellen.

Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung die Bedingungen, unter denen die außerhalb der Wallonischen Region produzierten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie dort in dieser Eigenschaft anerkannt werden können."

Art. 12 - Artikel 37 desselben Dekrets wird durch folgenden Text ersetzt:

"Art. 37 - Um die Entwicklung der Erzeugung von Strom mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder hocheffizienter Kraft/Wärme-Kopplung zu fördern, richtet die Regierung ein System von grünen Bescheinigungen ein."

Art. 13 - Artikel 38 desselben Dekrets wird durch folgenden Text ersetzt:

"Art. 38 - § 1. Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung die Bedingungen, die Modalitäten und das Verfahren für die Gewährung der grünen Bescheinigungen, die für in der Wallonischen erzeugten Grünstrom unter Einhaltung der folgenden Bestimmungen gewährt werden.

§ 2. Eine grüne Bescheinigung wird für eine Anzahl von erzeugten kWh erteilt, die 1 MWh geteilt durch den Satz der CO₂-Einsparung entspricht.

Der Satz der CO₂-Einsparung wird bestimmt, indem man die durch das berücksichtigte System erreichte CO₂-Einsparung durch die CO₂-Emissionen des klassischen Stromsystems teilt, dessen Emissionen jährlich von der CWaPE bestimmt und veröffentlicht werden. Dieser Satz der CO₂-Einsparung ist auf 1 für die pro Anlage erzeugte Produktion über 5 MW Leistung begrenzt. Unter diesem Grenzwert ist er auf 2 begrenzt.

§ 3. Wenn aber eine Anlage, die hauptsächlich Biomasse - mit Ausnahme des Holzes - verwertet, die aus am Standort der Erzeugungsanlage entwickelten Industrietätigkeiten stammt, ein besonders innovatives Verfahren einsetzt, und sich dabei einer Perspektive der nachhaltigen Entwicklung anschließt, kann die Regierung nach Begutachtung durch die CWaPE über den besonders innovativen Charakter des verwendeten Verfahrens beschließen, den Satz der CO₂-Einsparung für die ganze Erzeugung der Anlage, die sich aus der Summe der am selben Standort entwickelten Leistungen ergibt, auf 2 zu begrenzen, dies unterhalb einer Grenze von 20 MW.

§ 4. Die in § 2 und § 3 berücksichtigten CO₂-Emissionen sind diejenigen, die durch den ganzen Erzeugungszyklus von Grünstrom erzeugt werden, einschließlich der Erzeugung und des Transports des Brennstoffs, der Emissionen bei der etwaigen Verbrennung und gegebenenfalls der Behandlung der Abfälle. In einer Hybridanlage werden alle Emissionen der Anlage berücksichtigt.

Die verschiedenen Koeffizienten bezüglich der CO₂-Emissionen eines jeden berücksichtigten Stromerzeugungsverfahrens werden von der CWaPE genehmigt.

§ 5. Nach Begutachtung durch die CWaPE kann die Regierung die Anzahl der gemäß § 1 und § 2 gewährten grünen Bescheinigungen unter Berücksichtigung des Alters der Anlage zur Erzeugung von Grünstrom, ihrer Rentabilität und des Erzeugungsverfahrens verringern.

§ 6. In Abweichung von § 2 kann die Regierung nach Begutachtung durch die CWaPE einen Multiplikativkoeffizienten, der gegebenenfalls mit der Zeit degressiv ist, auf die Anzahl der gemäß § 1 und § 2 für den mittels photovoltaischer Solarzellen erzeugten Strom gewährten grünen Bescheinigungen anwenden, dies gemäß den durch sie bestimmten Modalitäten.

§ 7. Die CWaPE erteilt die grünen Bescheinigungen den Erzeugern von Grünstrom. Diese Bescheinigungen sind übertragbar.

§ 8. Was die Anlagen zur hydroelektrischen Erzeugung, zur hochqualitativen Kraft/Wärme-Kopplung oder zur Erzeugung von Strom mittels Biomasse betrifft, werden die grünen Bescheinigungen für den durch diese Anlagen *bis* zu einer elektrischen Leistung von 20 MW produzierten Strom gewährt."

Art. 14 - Artikel 39 desselben Dekrets wird durch folgenden Text ersetzt:

"Art. 39 - § 1. Nach Begutachtung durch die CWaPE setzt die Regierung die Mindestmenge und die Eigenschaften der grünen Bescheinigungen fest, die der CWaPE von den Netzbetreibern, den Versorgern und den Inhabern einer zwecks der Sicherung ihrer eigenen Versorgung begrenzten Versorgungslizenz ausgehändigt werden müssen.

Die Regierung kann die in Absatz 1 erwähnte Mindestmenge gemäß dem Verbrauchsniveau und dem Anteil der Kosten für den Mechanismus der grünen Bescheinigungen in den Erzeugungskosten der Endkunden und vorbehaltlich einer von Letzteren eingegangenen Verpflichtung in Sachen Energieeinsparung anpassen. Diese Anpassung kommt den betroffenen Kunden zugute.

Die Bedingungen und Modalitäten, gemäß denen die vergleichbaren, den Erzeugern von in den anderen Regionen Belgiens, in den in Artikel 6 des Gesetzes erwähnten Gebieten oder im Ausland erzeugtem Strom gewährten Bescheinigungen in der in Absatz 1 erwähnten Quote verbucht werden können, werden nach Begutachtung durch die CWaPE von der Regierung bestimmt.

§ 2. Wenn sie der CWaPE nicht genügend grüne Bescheinigungen aushändigen, müssen die Netzbetreiber, die Versorger und die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Hinblick auf die Sicherung ihrer eigenen Versorgung pro fehlende Bescheinigung eine administrative Geldbuße, deren Betrag von der Regierung festgesetzt wird, entrichten.

Vor dem Auferlegen der Geldstrafe erarbeitet die CWaPE einen Beschlussvorschlag, in dem alle Elemente für die Berechnung ihres Betrags angegeben sind, und stellt sie dem Betroffenen mittels der von der Regierung festgesetzten Mittel zu.

Dieser verfügt über fünfzehn Werktage ab dem Eingang der Zustellung, um seine Bemerkungen, die er gegebenenfalls mittels der von der Regierung festgesetzten Mittel zukommen lässt, mitzuteilen."

Art. 15 - Artikel 40 desselben Dekrets wird durch folgenden Text ersetzt:

"Art. 40 - Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes unterliegt während eines maximalen Zeitraums von hundertachtzig Monaten ab dem auf die Inbetriebsetzung der betroffenen Anlage folgenden Monat der Verpflichtung, die den Erzeugern von in der Wallonie erzeugtem Grünstrom gewährten grünen Bescheinigungen zu einem von der Regierung festgesetzten Preis zu kaufen. Diese Beihilfe zur Erzeugung in Form einer Kaufverpflichtung gilt nur für den Erzeuger, der diesen Anspruch aufgrund eines Beschlusses der Regierung erhalten hat, dies nach Begutachtung durch die CWaPE über die Notwendigkeit eines solchen Garantiemechanismus im Hinblick auf die Rentabilität des Projekts.

Die im Besitz des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes befindlichen grünen Bescheinigungen werden in Anwendung von Artikel 43, § 2, 20° aus der von der CWaPE geführten Datenbank gestrichen.

Nach Begutachtung durch die CWaPE bestimmt die Regierung die Modalitäten für diese Verpflichtung.“

Art. 16 - In Artikel 41 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Ungeachtet des Artikels 40, § 3" gestrichen.

Art. 17 - Artikel 42 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 18 - Artikel 43, § 2, Absatz 2 desselben Dekrets wird wie folgt ergänzt:

"20° führt eine Datenbank, in der die Angaben bezüglich der Bescheinigungen zur Herkunftsgarantie der Anlagen zur Stromerzeugung mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft/Wärme-Kopplung sowie bezüglich der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und der diesen Erzeugungsanlagen gewährten Bescheinigungen registriert sind; vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung kann die CWaPE die Führung dieser Datenbank einer anderen Einrichtung übertragen; die Regierung bestimmt den Inhalt der Datenbank nach Begutachtung durch die CWaPE."

Art. 19 - Artikel 53, § 2 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 20 - Was die Biomasseanlagen betrifft, findet die in Artikel 38, § 8 desselben Dekrets erwähnte Begrenzung nur auf die Anlagen Anwendung, die nach der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* als Grünstrom erzeugende Anlagen anerkannt sind.

Eine Anlage wird als Erzeuger von Grünstrom im Sinne des vorliegenden Artikels ab der Gewährung der in Artikel 36 erwähnten Bescheinigung zur Herkunftsgarantie anerkannt.

Art. 21 - Die in Anwendung von Artikel 40 desselben Dekrets, so wie es vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets bestand, abgeschlossenen Vereinbarungen, die die für die Erzeugung von Grünstrom gewährte Beihilfe betreffen, unterliegen weiterhin den zum Zeitpunkt ihrer Unterzeichnung anwendbaren Bestimmungen. Am Ablauf der Vereinbarungen, deren vorgesehene Dauer hundertzwanzig Monate beträgt, muss der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die den Erzeugern von Grünstrom gewährten grünen Bescheinigungen während eines Zeitraums von höchstens sechzig Monaten kaufen, dies vorbehaltlich der Begutachtung durch die CWaPE über die Notwendigkeit eines solchen Mechanismus im Hinblick auf die Rentabilität des Projekts. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für diese Kaufverpflichtung.

Die Erzeuger von Grünstrom, die einen Antrag auf Beihilfe zur Erzeugung eingereicht haben, für den die CWaPE ein günstiges Gutachten abgegeben hat aber deren in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2003 über die für die Erzeugung von Grünstrom gewährte Beihilfe vorgesehene Vereinbarung jedoch noch nicht abgeschlossen ist, behalten den Vorteil der Gutachtung der CWaPE. Ihre Akte wird automatisch der Regierung vorgelegt, die über die Möglichkeit für diese Erzeuger befindet, die Garantie des Ankaufes der grünen Bescheinigungen durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes in Anspruch zu nehmen.

Art. 22 - Die Verpflichtung, der CWaPE grüne Bescheinigungen vorzulegen, gilt für die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Hinblick auf die Stromversorgung von anderen in der Wallonischen Region befindlichen Betriebsstätten oder Betrieben nur was die Erzeugungsanlagen betrifft, die in Betrieb genommen worden sind oder auf welche die Inhaber dieser Lizenz die notwendigen Rechte im Hinblick auf deren Verwendung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erworben haben.

Art. 23 - Artikel 37, 6° des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird durch das Folgende ersetzt:

"6° Beihilfe für die Erzeugung von Grünstrom gemäß geltenden Beihilfevereinbarungen oder in Anwendung des Artikels 41 des Elektrizitätsdekrets, und Beihilfe für die Erzeugung von Gas aus erneuerbaren Quellen;".

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Oktober 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Die Ministerin der Ausbildung,
M. TARABELLA

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Note

(1) Sitzung 2006-2007.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 639 (2006-2007) Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. Öffentliche Sitzung vom 3. Oktober 2007.

Diskussion — Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4267

[2007/203228]

4 OKTOBER 2007. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de gewestelijke elektriciteitsmarkt (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt vervangen als volgt :

"Artikel 1. De Richtlijnen 2001/77/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende de bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen op de interne elektriciteitsmarkt, 2003/54/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijnen 96/92/EG en 2004/8/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 inzake de bevordering van warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van Richtlijn 92/42/EG worden gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. er wordt een 2^obis ingevoegd, luidend als volgt :

"2^obis "warmtekrachtkoppeling" : de gelijktijdige productie, binnen hetzelfde proces, van thermische en elektrische en/of mechanische energie;"

2. er wordt een 3^obis ingevoegd, luidend als volgt :

"3^obis "hoogrenderende warmtekrachtkoppeling" : warmtekrachtkoppeling volgens de criteria bedoeld in bijlage III van Richtlijn 2004/8/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 inzake de bevordering van warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van Richtlijn 92/42/EEG.

De Regering wordt belast met de omzetting van dit besluit;"

3. in 4^o worden de woorden "biogas, organische producten en afvalstoffen van de land- en bosbouw, en het biologisch afbreekbare organische gedeelte van afvalstoffen" vervangen door de woorden "en biomassa" en wordt het woord "kernspijting" vervangen door het woord "spijtingstoffen";

4. er wordt een 4^obis ingevoegd, luidend als volgt :

"4^obis "biomassa" : hernieuwbare stof (vast, vloeibaar of gasachtig) uit de biologisch afbreekbare fractie van de producten, residuen en afvalstoffen uit de landbouw (die plantaardige en dierlijke stoffen bevatten) de bosbouw en aanverwante bedrijfstakken, alsook uit de biologisch afbreekbare fractie van de industriële en huishoudelijke afval;"

5. in 5^o worden de woorden "de elektriciteit geproduceerd d.m.v. hydro-elektrische installaties of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling wordt beperkt tot minder dan 20 megawatt (MW)" geschrapt;

6. 6^o wordt aangevuld met de volgende woorden "en via de leveranciers en netbeheerders opgelegde verplichtingen tot bevordering van de ontwikkeling van installaties voor de productie van milieuvriendelijke elektriciteit;

7. er wordt een 6^obis en een 6^oter ingevoegd, luidend als volgt :

"6^obis "certificaat van garantie van oorsprong" : certificaat dat voor een productielocatie wordt afgeleverd en waaruit blijkt dat de door een locatie geproduceerde hoeveelheden elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling duidelijk geïdentificeerd en gemeten kunnen worden en dat die elektriciteit, in voorkomend geval, onder het label "électricité garantie d'origine renouvelable et/ou de cogénération à haut rendement" verkocht mag worden";

6^oter "label van garantie van oorsprong" : label ter bevestiging van de hoeveelheid elektriciteit geproduceerd uit hernieuwbare energiebronnen in de zin van artikel 2, 4^o, of uit hoogrenderende warmtekrachtkoppeling in de zin van artikel 2, 3^obis";

8. 30^o en 34^o worden opgeheven.

Art. 3. Hetzelfde artikel 2 wordt aangevuld als volgt :

"36^o "productie-eenheid" : geheel van elementaire technische componenten die een ondeelbare groep vormen waardoor elektriciteit uit één of meer energiebronnen geproduceerd kan worden;

37^o "productielocatie" : in de zin van de hoofdstukken IX tot X, vestigingsplaats van een installatie bestaande uit één of meer eenheid(heden) voor elektriciteitsproductie uit hetzelfde elektriciteitsproductiekanaal en via dezelfde elektriciteitsproductiemethode;

38^o "hybride installatie" : installatie die elektriciteit opwekt met hernieuwbare energiebronnen en conventionele energiebronnen zoals bedoeld in artikel 2, c., van Richtlijn 2001/77/EG;

39^o "Richtlijn 2001/77/EG" : Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende de bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen op de interne elektriciteitsmarkt :

40^o "Richtlijn 2004/8/EG" : Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 inzake de bevordering van warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van Richtlijn 92/42/EEG;

41^o "Richtlijn 2003/54/EG" : Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 96/92/EG;

42^o "Administratie" : de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Art. 4. Artikel 30, § 3, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. in het eerste lid, 2^o, derde streepje, worden de woorden "Dit biedt een eindafnemer o.a. de mogelijkheid om zijn eigen leverancier te zijn" geschrapt;

2. in het eerste lid, 2^o, wordt een vierde streepje ingevoegd, luidend als volgt :

"— voor zijn eigen levering. De toekenning van deze vergunning wordt vereist voor de zelfopwekker die de transmissienetten, de plaatselijke transmissie- en/of distributienetten gebruikt om andere zetels of inrichtingen in het Waalse Gewest van elektriciteit te voorzien, alsook voor de afnemer die zichzelf van elektriciteit voorziet, o.a. bij een beurs;"

3. in fine wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De Regering kan de houders van een beperkte leveringsvergunning vrijstellen van sommige van deze toekenningscriteria."

Art. 5. Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1. in 1^o, *c*, worden de woorden "de verplichting tot aankoop van een minimale hoeveelheid milieuvriendelijke elektriciteit" vervangen door de woorden "de overlegging van de jaarlijkse minimale hoeveelheid groene certificaten aan de "CWaPE";

2. 1^o wordt aangevuld met een *g*, luidend als volgt :

"*g*. inzake milieubescherming, de verplichting voor de distributienetbeheerders om tegen de marktprijs en binnen de perken van hun eigen behoeften milieuvriendelijke elektriciteit te kopen die door installaties op hun grondgebied wordt geproduceerd en die de producenten van groene elektriciteit niet kunnen verkopen.";

3. in 2^o, *b*, worden de woorden "de verplichting tot aankoop van een minimale hoeveelheid milieuvriendelijke elektriciteit" vervangen door de woorden "de overlegging van een jaarlijkse minimale hoeveelheid groene certificaten aan de "CWaPE";

4. 2^o wordt aangevuld met een *e*, luidend als volgt :

"*e*. inzake milieubescherming, de verplichting tot aankoop, tegen de marktprijs en binnen de perken van de behoeften van hun afnemers, van het overschot van milieuvriendelijke elektriciteit geproduceerd door installaties gevestigd in het Waalse Gewest en dat de producenten van groene elektriciteit niet hebben kunnen verkopen, ook niet aan de distributienetbeheerder.";

5. worden een 3^o en een 4^o toegevoegd, luidend als volgt :

"3^o onverminderd 1^o, aan de beheerder van het lokale transmissienet, de toekenning van steun aan de productie van milieuvriendelijke elektriciteit in de vorm van een verplichting tot aankoop van groene certificaten tegen een door de Regering vastgelegde prijs;

4^o in afwijking van 2^o, aan de houders van een beperkte leveringsvergunning om hun eigen levering te vrijwaren, zoals bedoeld in artikel 30, § 3, eerste lid, 2^o, vierde streepje, de overlegging van de jaarlijkse minimale hoeveelheid groene certificaten aan de "CWaPE".

Art. 6. De titel van hoofdstuk IX van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Hoofdstuk IX. — Certificering van de locaties voor elektriciteitsproductie uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling".

Art. 7. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 36. Om groene certificaten en/of labels van garantie van oorsprong te krijgen heeft de producent van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling voor zijn productielocatie een certificaat van garantie van oorsprong nodig dat door een erkend controleorgaan wordt afgegeven. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de voorwaarden tot erkenning van de controleorganen.

Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de gegevens die in het certificaat van garantie van oorsprong vermeld moeten worden, alsmede de criteria en de procedure voor de toekenning, de herziening en de intrekking van het certificaat van garantie van oorsprong. Deze criteria hebben o.a. betrekking op het vermogen om de werkelijk geproduceerde hoeveelheid elektriciteit te controleren.

Installaties met een laag vermogen kunnen het voorwerp uitmaken van een vereenvoudigde procedure. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de vermogensdrempel waaronder de vereenvoudigde procedure van toepassing is."

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt een nieuw hoofdstuk *IXbis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Hoofdstuk *IXbis*. — Labelisering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of hoogrenderende warmtekrachtkoppeling."

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een artikel *36bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *36bis*. Om de identificatie van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of hoogrenderende warmtekrachtkoppeling te vergemakkelijken, wordt door de Regering een systeem van label van garantie van oorsprong opgezet overeenkomstig artikel 5 van Richtlijn 2001/77/EG en artikel 5 van Richtlijn 2004/8/EG."

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een artikel *36ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *36ter*. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de toekenningsvoorwaarden, de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van de label van garantie van oorsprong voor de in het Waalse Gewest uit hernieuwbare energiebronnen en hoogrenderende warmtekrachtkoppeling geproduceerde elektriciteit.

Er wordt een label van garantie van oorsprong per geproduceerde Mwu toegekend. De labels van garantie van oorsprong worden toegekend zowel voor de elektriciteit die door de producent verkocht wordt als voor de elektriciteit die op het net zelf verbruikt of geïnjecteerd wordt en niet verkocht wordt.

De "CWaPE" kent de labels van garantie van oorsprong toe aan de producenten van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of hoogrenderende warmtekrachtkoppeling. Deze labels zijn overdraagbaar."

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt een artikel *36quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *36quater*. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de voorwaarden voor het gebruik van de labels van garantie van oorsprong die de leveranciers, de netbeheerders en de houders van een beperkte leveringsvergunning moeten tonen om hun eigen levering te vrijwaren, om de balans op te maken van de verschillende primaire energiebronnen die door laatstgenoemden gebruikt worden.

Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering aan welke voorwaarden de labels van garantie van oorsprong die buiten het Waalse Gewest worden geproduceerd moeten voldoen om er als dusdanig erkend te worden."

Art. 12. Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 37. Om de ontwikkeling van de elektriciteitsproductie uit hernieuwbare energiebronnen en/of kwaliteitswarmtekrachtkoppeling te bevorderen, zet de Regering een systeem van groene getuigschriften op."

Art. 13. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 38. § 1. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de voorwaarden, de modaliteiten en de procedure voor de toekenning van groene certificaten voor de in het Waalse Gewest geproduceerde milieuvriendelijke elektriciteit met inachtneming van de volgende bepalingen.

§ 2. Er wordt een groen certificaat toegekend voor een aantal geproduceerde kWu overeenstemmend met 1 Mw gedeeld door het percentage koolstofdioxidebesparing.

Het percentage koolstofdioxidebesparing wordt bepaald door de koolstofdioxidewinst gemaakt via de geplande kanalen te delen door de emissies van koolstofdioxide van de klassieke elektrische kanalen waarvan de emissies jaarlijks bepaald en bekendgemaakt worden door de "CWaPE". Dat percentage koolstofdioxidebesparing wordt beperkt tot 1 voor de productie opgewekt per installatie boven het vermogen van 5 MW. Onder die drempel wordt bedoeld percentage beperkt tot 2.

§ 3. Als een installatie die voornamelijk biomassa, met uitzondering van hout, uit industriële activiteiten op de plaats van de productie-installatie valoriseert, een bijzonder vernieuwend proces ten uitvoer legt en zich in een perspectief van duurzame ontwikkeling situeert, kan de Regering na advies van de "CWaPE" echter beslissen over het bijzonder vernieuwende karakter van het toegepaste proces om het percentage koolstofdioxidebesparing tot 2 te beperken voor de gezamenlijke productie van de installatie voortvloeiend uit de som van de vermogens opgewekt op dezelfde productielocatie, binnen een beperking van minder dan 20 MW.

§ 4. De in de paragrafen 2 en 3 bedoelde emissies van koolstofdioxide zijn degene die voortgebracht worden door de hele kringloop van de productie van milieuvriendelijke elektriciteit, met inbegrip van de productie en het vervoer van brandstoffen, de emissies gedurende de eventuele verbranding en, in voorkomend geval, de afvalstoffenbehandeling. In een hybridische installatie wordt rekening gehouden met alle emissies van de installatie.

De verschillende coëfficiënten voor de emissie van koolstofdioxide van elk in aanmerking genomen kanaal worden goedgekeurd door de "CWaPE".

§ 5. Na advies van de "CWaPE" kan de Regering het aantal groene certificaten die overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 worden toegekend, verminderen in functie van de ouderdom en de rentabiliteit van de installatie voor de productie van groene elektriciteit en het productiekanaal.

§ 6. In afwijking van paragraaf 2 kan de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten en na advies van de "CWaPE" een vermenigvuldigingscoëfficiënt toepassen, in voorkomend geval degressief naargelang van de tijd, op het aantal overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 toegekende groene certificaten voor de elektriciteit geproduceerd d.m.v. fotovoltaïsche zonnecollectoren.

§ 7. De "CWaPE" kent de milieuvriendelijke certificaten toe aan de producenten van milieuvriendelijke elektriciteit. Deze getuigschriften zijn overdraagbaar.

§ 8. Wat betreft de elektriciteit geproduceerd d.m.v. hydro-elektrische installaties, kwaliteitswarmtekrachtkoppeling of biomassa worden de groene certificaten aan deze installatie toegekend tot een elektrisch vermogen van 20 MW."

Art. 14. Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 39. § 1. Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de minimale hoeveelheid en de eigenschappen van de groene certificaten die de netbeheerders, leveranciers en houders van een beperkte leveringsvergunning om hun eigen levering te vrijwaren aan de "CWaPE" moeten overmaken.

De Regering kan de minimumhoeveelheid bedoeld in het eerste lid aanpassen in functie van het verbruiksniveau en van de omvang van de kosten van het mechanisme van groene certificaten in de productiekosten van de eindafnemers en op voorwaarde dat er door laatstgenoemden een verbintenis aangegaan wordt inzake energiebezuinigingen. Het voordeel daarvan gaat rechtstreeks naar bedoelde afnemers.

De voorwaarden en modaliteiten volgens dewelke de gelijksoortige certificaten toegekend aan de producenten van elektriciteit die geproduceerd wordt in de overige gewesten van België, in de in artikel 6 van de wet bedoelde zones of in het buitenland kunnen verrekend worden in het in het eerste lid bedoelde quotum, worden na advies van de "CWaPE" door de Regering bepaald.

§ 2. Als de netbeheerders, de leveranciers en de houders van een beperkte leveringsvergunning om hun eigen levering te vrijwaren niet genoeg groene certificaten aan de "CWaPE" overmaken, moeten ze per ontbrekend groen certificaat een administratieve boete betalen waarvan het bedrag door de Regering wordt bepaald.

Voordat de administratieve boete wordt opgelegd, maakt de "CWaPE" een voorstel van beslissing op dat alle gegevens inzake de berekening van het boetebedrag vermeldt en geeft ze er kennis van aan betrokkene via de middelen vastgelegd door de Regering

Betrokkene beschikt over vijftien werkdagen vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving om zijn opmerkingen te laten gelden die hij in voorkomend geval via de middelen vastgelegd door de Regering indient."

Art. 15. Artikel 40 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 40. De beheerder van het lokale transmissienet is verplicht gedurende een periode van hoogstens honderd tachtig maanden, te rekenen van de maand volgend op de indienststelling van betrokken installatie, tegen een door de Regering vastgelegde prijs de groene certificaten te kopen die toegekend worden aan de producenten van milieuvriendelijke elektriciteit geproduceerd in Wallonië. Deze steun voor de productie in de vorm van een verplichting tot aankoop is enkel van toepassing voor de producent aan wie dit voordeel werd toegekend krachtens een beslissing van de Regering, na advies van de "CWaPE" over de noodzaak van een dergelijk garantiemechanisme ten aanzien van de rentabiliteit van het project.

De groene certificaten in het bezit van de beheerder van het lokale transmissienet worden geschrapt uit de gegevensbank die door de "CWaPE" wordt bijgehouden overeenkomstig artikel 43, § 2, 20°.

Na advies van de "CWaPE" bepaalt de Regering de modaliteiten van deze verplichting."

Art. 16. In Artikel 41 van hetzelfde decreet worden de woorden "Niettegenstaande artikel 40, § 3," geschrapt.

Art. 17. Artikel 42 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 43, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"20°. het bijhouden van een gegevensbank waarin de gegevens worden geregistreerd die betrekking hebben op de certificaten van garantie van oorsprong van de eenheden voor de productie van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling, alsook op de labels van garantie van oorsprong en op de groene certificaten die aan deze productie-eenheden worden toegekend; mits goedkeuring van de Regering kan de "CWaPE" het beheer van deze gegevensbank delegeren; de Regering bepaalt de inhoud van de gegevensbank na advies van de "CWaPE"."

Art. 19. Artikel 53, § 2, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 20. Wat de biomassa-installaties betreft, is de beperking bedoeld in artikel 38, § 8, van hetzelfde decreet enkel van toepassing op de installaties die na de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* erkend zijn als producenten van milieuvriendelijke elektriciteit.

Een installatie wordt erkend als producent van milieuvriendelijke elektriciteit in de zin van dit artikel vanaf de toekenning van het certificaat van garantie van oorsprong bedoeld in artikel 36.

Art. 21. De overeenkomsten die overeenkomstig artikel 40 van hetzelfde decreet zoals het vóór de inwerkingtreding van dit decreet bestond, worden gesloten en die betrekking hebben op de steun voor de productie van milieuvriendelijk elektriciteit, blijven onderworpen aan de bepalingen die van toepassing waren bij de ondertekening ervan. Op de vervaldatum van de overeenkomsten waarvan de voorziene duur honderd twintig maanden bedraagt, is de beheerder van het lokale transmissienet verplicht gedurende een periode van maximum zestig maanden de groene certificaten te kopen die aan de producenten van milieuvriendelijke elektriciteit worden toegekend, na advies van de "CWaPE" over de noodzaak van een dergelijk garantiemechanisme ten aanzien van de rentabiliteit van het project. De Regering bepaalt de modaliteiten van deze koopverplichting.

De producenten van milieuvriendelijke elektriciteit die een aanvraag tot productiesteun hebben ingediend waarvoor de "CWaPE" een gunstig advies heeft uitgebracht maar waarvan de overeenkomst bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2003 betreffende de productiesteun verleend voor milieuvriendelijke elektriciteit nog niet is gesloten, behouden het voordeel van het advies van de "CWaPE". Hun dossier wordt automatisch voorgelegd aan de Regering, die zich uitsprekt over de mogelijkheid voor deze producenten om te genieten van de garantie van aankoop van de groene certificaten door de beheerder van het lokale transmissienet.

Art. 22. De verplichte overlegging van de groene certificaten aan de "CWaPE" is enkel van toepassing op de houders van een beperkte leveringsvergunning om andere zetels of inrichtingen in het Waalse Gewest van elektriciteit te voorzien, als het gaat om de ingeschakelde productie-eenheden of de eenheden waarvoor de houders van deze vergunning de nodige rechten hebben verworven om ze te gebruiken na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 23. Artikel 37, 6°, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt wordt vervangen als volgt :

"6° steun voor de productie van groene elektriciteit krachtens de vigerende steunovereenkomsten of overeenkomstig artikel 41 van het elektriciteitsdecreet en steun voor de productie van gas uit hernieuwbare bronnen;"

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 oktober 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 639 (2006-2007) nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 3 oktober 2007.

Bespreking. — Stemmingen.